

ANDES :

réfléchir aux politiques sportives de demain

Aidée par plusieurs partenaires, l'Andes coordonne une étude nationale sur les attentes et besoins des acteurs du sport. Un travail d'analyse et de prospective très intéressant pour les différents acteurs du secteur.

Dernièrement, la création de l'Agence nationale du Sport et la gestion de la crise sanitaire furent l'occasion pour les différents acteurs de la filière sportive de travailler ensemble, comme l'explique Stéphane Kroemer, membre du comité directeur de l'Association Nationale des Elus en charge du Sport (ANDES) : *"avec l'Agence, les quatre collèges (Etat, collectivités territoriales, mouvement sportif et secteur économique) échangent régulièrement. De plus, lors de la crise de la Covid-19, nous avons démontré notre capacité à mettre en commun de nombreuses informations afin de résoudre certaines problématiques. Mais il nous semblait essentiel d'aller plus loin dans les réflexions pour travailler sur les futures évolutions"*. En effet, pour l'Andes, les attentes et besoins en matière de sport sont en mouvement constant et il était important de pouvoir en donner une vue d'ensemble la plus exhaustive possible à un instant donné. Et l'année 2021 semblait pertinente pour cela car elle se trouve au croisement d'un contexte fort et particulier : vers la fin espérée de la crise Covid, la mise en place des conférences régionales et conférences des financeurs du sport...

Différents acteurs concernés

L'association a donc sollicité l'Agence nationale du Sport pour collaborer à cette étude. *"C'est une idée très intéressante de poser et porter une nouvelle ambition pour le sport français. Celui-ci et le rôle qu'il joue de manière transversale doit être encore mieux mis en valeur. L'ambition portée par l'Agence nationale du Sport est d'opérer cette évolution en concertation et de manière prospective avec les acteurs et dans les territoires"* indique Anne-Lise Titon, conseillère en charge des territoires au sein de l'Agence nationale du Sport. D'autres acteurs ont accepté de participer activement à cette enquête, comme, le Comité National Olympique et Sportif (CNOSF), le Comité Paralympique et Sportif Français (CPSF) ou encore l'Union Sport & Cycle.



© Stéphane Kroemer

Stéphane Kroemer, membre du comité directeur de l'Andes, insiste sur l'importance de cette étude et ce travail commun afin de définir précisément les attentes et les besoins des acteurs du sport.

Quels sont les objectifs ?

L'objectif de cette étude est d'identifier les tendances fortes des évolutions des besoins des acteurs du sport en France, en Europe et à l'international depuis ces 5 à 10 dernières années et pour au moins les 5 années à venir, voire au-delà. Il s'agira ainsi de concevoir une étude, qui apporte une réelle plus-value à la connaissance partagée et transversale du sport, croisée avec d'autres secteurs que sont ceux de la cohésion territoriale, de l'éducation, de la santé, de l'économie... Elle prendra donc en compte différents indicateurs sociaux, économiques, géographiques, touristiques sportifs ou encore urbanistiques. *"Elle doit permettre de prendre un peu de recul par rapport au contexte Covid et de synthétiser les attentes globales sur les enjeux du sport au service de la société française. Les réponses nous aideront à cibler les besoins au niveau des projets à financer et des politiques à porter"* argumente Stéphane Kroemer.

Pour l'Agence nationale du Sport, l'objectif de cette enquête est double : *"Tout d'abord, rapprocher les études nationales et régionales afin d'avoir un maximum d'informations, tout en prenant un peu de recul afin de se projeter efficacement vers le futur. Ensuite, nous souhaitons mettre en cohérence cette étude avec la stratégie de développement des pratiques que nous sommes en train de mener. Elle doit nous servir de ligne directrice afin d'accompagner du mieux possible les différents acteurs de l'éco-système sportif français"* ajoute Anne-Lise Titon.

Quel sera le contenu ?

Cette étude pourra notamment compiler et consolider les études déjà menées par différents ordonnateurs ces dernières années. De nouvelles pistes devront également être explorées. Par exemple, la réalisation des diagnostics territoriaux au sein des conférences régionales du sport

constitue une opportunité de recenser, mettre à jour des données fiables et récentes et pouvoir les valoriser dans le cadre de cette étude à portée nationale. En résumé, cette étude devra démontrer de manière factuelle et globale l'intérêt du sport dans notre société. Elle pourra également permettre de sensibiliser les décideurs nationaux et territoriaux, à partir d'éléments concrets et chiffrés, sur les enjeux et les attentes des différents acteurs du sport français.

"L'ambition de l'Agence nationale du Sport est d'opérer une évolution des pratiques et des besoins en concertation et de manière prospective avec les différents acteurs."

Calendrier : des résultats attendus au printemps prochain

Dans un premier temps, la définition des grandes lignes de l'étude et du cahier des charges a eu lieu en décembre 2020. Puis, le 1^{er} semestre 2021 a permis d'établir la composition du groupe de travail, ainsi que les contributions techniques et financières. Début octobre, le Centre de Droit et d'Economie du Sport (CDES) de Limoges a été retenu pour réaliser cette étude. Selon l'état des lieux et le contenu des différentes études déjà effectués, il va approfondir certains sujets avec divers acteurs lors d'entretiens et questionnaires. Par la suite, il va mener une réflexion sur les perspectives avec des propositions à court, moyen et long termes. La présentation des résultats de cette étude devrait avoir lieu au début du printemps 2022. ■



© Agence Nationale du Sport

Pour Anne-Lise Titon, conseillère en charge des territoires au sein de l'Agence nationale du Sport, cette étude permettra de poser et porter une nouvelle ambition pour le sport français.



*Limitier la perte
des remplissages
des terrains en
gazon
synthétique*



**PANIER FILTRANT
POUR RESEAUX D'EAUX
PLUVIALES**



www.almaro-france.fr
contact@almaro-france.fr



*Limitier la dispersion
de déchets dans le
réseau pluvial*